

Covid : les walis s'impliquent

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5428 - Lundi 19 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Vœux

A l'occasion de l'Aïd el Adha, la direction et l'ensemble de l'équipe du «Jour d'Algérie» souhaitent à leurs lecteurs une excellente fête

Boulangeries fermées et absence de fruits et légumes pendant l'Aïd

Rush sur les produits alimentaires

Guerres civiles sans fin

Par Mohamed Habili

On sait quand une crise politique, en particulier si elle est fautive de guerre civile, éclate, car justement elle n'existe qu'à partir de ce moment ; par contre, on ne sait jamais quand elle va se terminer. Pour cela il faut attendre qu'une de ses parties prenantes se soit imposée militairement à sa ou ses rivales, ce qui suppose leur élimination. Ce scénario est en train de se préciser en Afghanistan, parallèlement au retrait des forces américaines et de leurs alliés de l'Otan : les Talibans chassés du pouvoir, il y a vingt ans, par ces mêmes forces qui seront toutes parties bientôt, sont déjà en mouvement sur plusieurs fronts pour le reprendre. La rapidité avec laquelle ils sont en train de gagner du terrain est telle qu'on se prend à se demander si en fait ce n'est pas tant eux qui avancent que l'armée afghane qui recule volontairement, dans le but de les attirer là où il suffirait plus facile pour elle de faire volte-face avant de leur couper la retraite. Pour farfelue qu'elle semble à première vue, cette perspective n'en a pas moins pour elle ce qu'avait dit le président américain quand il annonçait le retrait, à savoir que l'armée afghane avait tout ce qu'il fallait pour se défendre. Certes, il a pu dire cela juste pour souligner l'irréversibilité du retrait décidé par lui. Une façon comme une autre de laisser entendre aux alliés afghans que quoi qu'il leur arrive désormais, lui s'en lave les mains, il ne retardera pas d'un jour le retrait.

Suite en page 3

Anarchie dans les transports à la veille de chaque fête

Aïd el Adha, l'éternel calvaire des voyageurs



Comme à l'accoutumée, à l'approche des fêtes religieuses, le transport représente un véritable calvaire pour le citoyen, notamment pour les travailleurs originaires de l'intérieur du pays. Les voyageurs ont eu droit à une longue attente pour trouver un moyen de transport. Page 2

Augmentation de près de 50 % des sinistres

L'Association de prévention des accidents de la route tire la sonnette d'alarme

Clôture du Festival de Cannes 2021

La Française Julia Ducournau remporte la Palme d'or avec «Titane»

Anarchie dans les transports à la veille de chaque fête

Aïd el Adha, l'éternel calvaire des voyageurs

■ Comme à l'accoutumée, à l'approche des fêtes religieuses, le transport représente un véritable calvaire pour le citoyen, notamment pour les travailleurs originaires de l'intérieur du pays. Les voyageurs ont eu droit à une longue attente pour trouver un moyen de transport.

Par Louisa Ait Ramdane

La station de bus de Tafourah et la station de taxis étaient, hier, noires de monde. Trouver un moyen de transport la veille de l'Aïd relève du parcours du combattant. Comme le flux de voyageurs est très important durant ces périodes, les moyens de transport s'avèrent insuffisants pour faire face à l'explosion de la demande, surtout que cette année encore les transporteurs seront tenus de réduire à 50 % le nombre de voyageurs pour tenter d'éliminer la propagation du coronavirus. «J'attends un bus de Tafourah à Kharouba depuis une heure, c'est un véritable cauchemar», s'indigne un usager des transports publics.

La gare routière du Caroubier Alger est aussi prise d'assaut depuis hier. Des centaines d'Algériens se bousculaient à l'entrée pour rejoindre le plus rapidement leur destination. Les bus manquent et les voyageurs s'entassent dans le premier bus qui arrive, sans aucun respect des gestes barrières de lutte contre le coronavirus. Même si le port de la bavette est obligatoire, la distanciation physique n'est plus respectée. Les usagers préfèrent monter dans un bus archicomble que d'en attendre un autre avec cette chaleur suffocante.

La station de taxis, mitoyenne avec celle des bus, connaît le même rush.

Quant aux compagnies de transport public, elles ont déployé un programme spécial pour les jours de fête. D'ailleurs, la Société de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral) a prévu d'intensifier les dessertes



Ph/D. R.

durant l'Aïd el Adha, afin de répondre à la forte demande. «A chaque occasion religieuse ou nationale, la Sogral veille à améliorer sa disponibilité pour une meilleure maîtrise du nombre important des voyageurs à travers l'ensemble des gares routières», explique le chargé de communication de la société, Smail Saadouni.

Compte tenu de la situation épidémiologique inquiétante due à la propagation du coronavirus, la société a mis en place un programme exceptionnel pour la gestion et la garantie d'un service de qualité avant et pendant les jours de l'Aïd.

Ce programme porte sur l'intensification du nombre de voyages. Selon la même source,

le nombre de dessertes sera augmenté de 550 dessertes par jour à 1 000 dessertes. La mesure de réduction à 50 % du nombre de voyageurs sera maintenue cette fois-ci, avec la hausse des cas de contamination au coronavirus. Pour assurer un service de qualité aux usagers, la Sogral a décidé la suspension des congés des travailleurs pour après l'Aïd, afin d'assurer un service minimum.

Concernant le respect du protocole sanitaire, la société a adopté la même série de mesures préventives, dont l'obligation du port de la bavette et le respect de la distanciation physique en mettant en place des signaux sur le sol et devant les guichets de vente de

tickets dans le souci d'éviter l'engorgement. Il est procédé à la désinfection des gares, outre la sensibilisation quant à l'impératif de désinfecter les bus avant chaque départ et d'éviter les engorgements dans les quais. Mieux encore, la Société de gestion des gares routières d'Algérie a procédé au lancement d'une campagne de vaccination des usagers et des tra-

vailleurs, sur l'ensemble des gares routières au niveau national, indique le chargé de communication de la Sogral. La campagne, qui a débuté jeudi passé, ajoute-t-il, vise à vacciner 500 000 personnes. Smail Saïdouni estime que l'opération de vaccination connaît un engouement de la part des usagers.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 1099 nouveaux cas et 16 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 16 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, quatre cas de plus que le bilan d'hier (12), portant à 3 938 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1099 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1107), pour atteindre, au total, 153 309 cas confirmés.

R. N.

Boulangeries fermées et absence de fruits et légumes pendant l'Aïd

Rush sur les produits alimentaires

La fête de l'Aïd el Adha sera célébrée demain et les familles algériennes, hantées par le spectre des commerces fermés, essaient d'anticiper au mieux les pénuries à venir, en stockant au maximum, de tout et de rien. Il faut dire que les fêtes religieuses dans la majorité des grandes villes sont toujours synonymes de privations, en raison du diktat des commerçants qui font fi de la loi. A chaque Aïd, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? Cette crainte de la pénurie a contraint les citoyens à se précipiter vers les marchés pour s'approvisionner en quelques produits alimentaires. En dépit du durcissement des sanctions, des commerçants réfractaires ne respectent pas, probablement, l'obligation de permanence. Résultat : les citoyens préfèrent prendre les devants en se ruant

sur les produits alimentaires de première nécessité. Le doute plane d'ores et déjà quant à la disponibilité, en quantités suffisantes, des produits alimentaires durant ces deux jours fériés et les jours qui suivront. Des efforts ont, certes, été consentis pour changer la donne et faire disparaître cette crainte des commerces fermés et éviter le rush sur les produits de première nécessité. Malheureusement, rares sont les commerces qui respectent les consignes du ministère, au grand dam des consommateurs. Ainsi, au total 50 093 commerçants seront réquisitionnés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence de l'Aïd el Adha 2021, a annoncé le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations dans un communiqué. Selon le ministère, ce programme des permanences concerne 6 021 commerçants activant dans la boulangerie, 30 803 dans l'alimentation générale,

fruits et légumes, 12 813 dans des activités diverses ainsi que 456 unités de production (139 laiteries, 273 minoteries et 44 unités de production d'eaux minérales). A cet effet, 2 130 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre du programme des permanences élaboré en vue d'assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation, et ce, en application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, a ajouté le communiqué. A cette occasion, le ministère du Commerce a invité les opérateurs économiques réquisitionnés «à contribuer massivement à la réussite de cette opération», tout en rappelant «l'obligation de procéder, après la fête de l'Aïd, à la reprise de leurs activités commerciales et la réouver-

ture de leurs magasins conformément aux dispositions régissant les congés durant les fêtes légales et religieuses».

La distribution de carburants assurée à travers le territoire national

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a assuré, hier dans un communiqué, que la distribution des produits pétroliers sera assurée sur l'ensemble de son réseau à travers le territoire national durant la fête de l'Aïd El Adha. Durant la fête de l'Aïd El Adha et à l'instar des autres jours de l'année, «la distribution des produits pétroliers sera assurée sur l'ensemble du réseau stations-service et points de vente 24/24h et à travers l'ensemble du territoire national», a précisé la même source.

Meriem Benchaouia

Augmentation de près de 50 % des sinistres

L'Association de prévention des accidents de la route tire la sonnette d'alarme

■ *Devant l'augmentation du nombre des accidents de la route survenus au niveau national cette année, l'Association de prévention des accidents de la circulation a appelé à la révision du système de la sécurité routière, en durcissant les procédures d'obtention du permis de conduire et en introduisant et intensifiant des cours sur la sécurité routière dans les programmes éducatifs et les manuels scolaires.*

Par Thinhinene Khouchi

«**L'**augmentation significative du nombre des accidents de la circulation, de 46 % par rapport à l'année précédente, avec une moyenne de 10 000 accidents, nous oblige à tirer, aujourd'hui, la sonnette d'alarme et à unir tous les efforts pour mettre fin à ce massacre routier», a indiqué, hier, le directeur du bureau d'Alger de l'Association de prévention des accidents de la circulation, Moussa Salah. En effet, s'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, l'invité de la Chaîne 1 n'a pas caché son inquiétude devant l'augmentation du phénomène des accidents de la route cette année, appelant à «une révision du système de la sécurité routière, en mettant à jour et en durcissant les conditions d'obtention du permis de conduire, et en incluant l'éducation routière dans les programmes des trois paliers éducatifs ou en intensifiant les cours sur la sécurité routière dans les manuels scolaires». L'interlocuteur a en outre indiqué que «les accidents de la route sont principalement causés par les titulaires des permis de conduire probatoires, ou permis de conduire de moins de deux ans, et les conducteurs de motos à hauteur de 35 %. C'est pourquoi, je propose de lever l'âge d'obtention du permis de conduire à 21 ans pour la catégorie B, et à 26 ans pour les poids lourds», insistant sur le fait que «la plupart des accidents sont causés par des jeunes entre 18 et 29 ans». Indiquant que son association a élaboré tout au long de l'an-



née un programme de sensibilisation aux accidents de la circulation, Moussa Salah a également appelé à l'usage des nouvelles technologies en matière de sensibilisation des citoyens aux dangers des routes, assurant que «les méthodes traditionnelles de sensibilisation ne portent leurs fruits que rarement». Par ailleurs, il est à rappeler que la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, a relevé, samedi dernier, l'impératif de coordonner les efforts avec l'ensemble des acteurs sur le terrain, notamment la société civile, pour renforcer les opérations de sensibilisation afin de prévenir des handicaps liés aux accidents de la route. En effet, supervisant les travaux de la session extraordinaire du Comité consultatif de prévention du handicap lié aux accidents de la route, M^{me} Krikou a affirmé que les recommanda-

tions devant sanctionner cette rencontre viseraient essentiellement l'intensification des opérations de sensibilisation quant aux risques des accidents de la route et les moyens de prévention pour en réduire le degré de handicap. Il est attendu, à l'issue de cette session, de parvenir à un plan d'urgence que prendront en charge les directions de l'activité sociale en coordination avec l'ensemble des parties prenantes au sein des secteurs concernés et de la société civile, mais également d'organiser des journées portes ouvertes pour sensibiliser aux risques des accidents de la route, privant parfois l'être humain de son droit à la vie et à la santé. Les recommandations devront faire ressortir l'impératif de mener des enquêtes sur le terrain au sujet des handicaps encourus par les accidents de la circulation, et la nécessité de conjuguer les efforts avec les

médias pour mieux faire connaître les risques des accidents, notamment le problème du handicap. De son côté, le secrétaire général du ministère des Transports, Mourad Khoukha, a indiqué que le phénomène des accidents de la route constituait «un véritable cauchemar du fait des pertes humaines et matérielles qu'ils engendrent, causant parfois des handicaps à vie». De même qu'il a exhorté les acteurs à «contribuer efficacement à résorber ce phénomène en exploitant les moyens nécessaires, pour ne citer que l'organisation de journées portes ouvertes dans ce sens». Les chiffres du département des Transports ont fait état de plus de 10 000 accidents de la route durant le premier semestre de l'année en cours, lesquels ont fait 1 300 morts et pas moins de 13 000 blessés.

T. K.

Des mesures fermes prises pour stopper l'épidémie Covid : les walis s'impliquent

Des walis et des responsables locaux s'impliquent désormais à travers des mesures pour lutter contre l'inquiétante propagation du coronavirus. A Skikda, le premier magistrat de la wilaya a décidé de rendre obligatoire la vaccination pour tous les employés de daïra et des communes. Dans un communiqué, il a été stipulé que des mesures fermes seront prises à l'encontre des travailleurs retardataires ou qui refusent de se faire vacciner. Aussi, il est question d'interdire aux travailleurs n'ayant pas reçu le vaccin, de rejoindre leurs postes d'emploi. A l'avenir, est-il expliqué, les concernés doivent présenter une carte de vaccination pour accéder à leurs postes

de travail. Cette mesure, a ajouté la même source, sera appliquée également aux visiteurs et aux personnes se rendant dans les sièges de l'administration publique.

Dans la wilaya de Béjaïa, qui connaît une flambée des contaminations ces derniers jours, le wali a pris des mesures pour casser la chaîne de transmission du virus. Désormais, les cérémonies de mariage, de circoncision ou de fiançailles sont formellement interdites. Le premier responsable de wilaya a aussi décidé d'interdire les veillées funébres et les visites aux cimetières durant les deux jours de l'Aïd El Adha. Pour les commerçants, il a été annoncé que le port du masque est à nouveau obligatoire, le respect de la

distanciation ainsi que la désinfection des mains avec du gel hydro-alcoolique. A Tizi Ouzou, un arrêté signé il y a quelques jours par le wali stipule que toutes les manifestations culturelles et artistiques rassemblant du public sont interdites temporairement pour prévenir la propagation du coronavirus. Dans certaines communes, il a été notamment décidé de suspendre la tenue des marchés hebdomadaires et de ne plus s'attabler dans les cafés afin d'éviter les rassemblements et veiller au respect de la distanciation physique. A Laghouat, c'est l'administration de l'Ecole normale supérieure (ENS) du chef-lieu de wilaya et celle du Centre universitaire d'Aflou qui ont décidé de la fermeture de ces deux établisse-

ments de l'enseignement supérieur, en raison de l'apparition de cas confirmés de Covid. Des travailleurs des deux établissements ont été testés positifs et la mesure de fermeture a été prise pour préserver à la fois la santé des travailleurs et des étudiants, a affirmé le P Khaled Bouziani, directeur de l'ENS «Taleb Abderrahmane» de Laghouat. Dans la wilaya de Setif, il a été décidé de fermer provisoirement le Parc des loisirs afin de limiter le risque de propagation du Covid-19.

Depuis quelques jours, le nombre des contaminations au coronavirus ne cesse d'augmenter. Des spécialistes et des médecins ont surtout exprimé des appréhensions en raison de l'ap-

LA QUESTION DU JOUR

Guerres civiles sans fin

Suite de la page une

Quoi qu'il en soit, l'Afghanistan nous offre en ce moment l'exemple type d'une guerre civile qui se termine en quelque sorte comme il se doit, c'est-à-dire par la victoire militaire d'un camp sur l'autre. Ce qui restera vrai même si en définitive il s'avère que le vainqueur n'est pas celui sur lequel tout le monde sera pour l'heure porté à parier. Ce n'est pas ainsi que les choses se présentent ni en Syrie, ni en Libye, ni au Yémen. Bien que les guerres qui s'y déroulent paraissent elles aussi sur leur fin, et pour deux d'entre elles à l'arrêt, on aura du mal à bien distinguer le vainqueur des vaincus. Même en Syrie, où Damas a pourtant repris le contrôle sur les deux tiers du pays, proclamer le vainqueur n'est pas chose aisée. La victoire ne sera réelle qu'une fois complète, lorsque seront reconquises les régions aujourd'hui occupées soit par les Américains, soit par les Turcs. Et même dans ce cas, cette victoire n'aura pas été acquise sans l'appui actif des Russes. L'une des raisons qui font que Turcs et Américains ne se retirent pas tient justement au fait que pour eux la Syrie d'avant a cessé d'exister, que celle d'aujourd'hui est une sorte de colonie russe. L'absence de vainqueur est encore plus nette dans le cas libyen. Il y en aurait eu un du même ordre que les Talibans en Afghanistan si les forces commandées par Khalifa Haftar avaient remporté la bataille de Tripoli. Or ils l'ont perdue, non pas d'ailleurs face à des Libyens, mais par suite de l'intervention turque. Au Yémen, les Houthis gagneraient sûrement la guerre si la coalition dirigée par l'Arabie saoudite faisait la même chose que les Américains et leurs alliés en Afghanistan, c'est-à-dire se retirait. Pour cela justement, la guerre n'est pas près de se terminer. Les Houthis sont d'autant moins disposés à s'engager dans un réel processus de paix qu'ils voient les Saoudiens de plus en plus désireux de se dépêtrer du Yémen.

M. H.

proche de l'Aïd El Adha. D'où l'urgence de décisions fermes pour protéger la population et casser la chaîne de transmission du virus. Bien qu'un engagement sur les centres de vaccination a été enregistré ces derniers jours, il n'empêche qu'une catégorie de citoyens continue à sous-estimer les dangers que présente le virus. Désormais, l'enjeu est d'atteindre une immunité collective dans les meilleurs délais, avec un minimum de pertes en vies humaines.

Aomar Fekrache

Aïd El-Adha

La Protection civile appelle les citoyens à respecter les consignes

■ La direction générale de la Protection civile (DGPC) a appelé hier les citoyens à respecter, à la veille de la célébration de l'Aïd el-Adha, les consignes afin de prévenir les divers accidents qui peuvent surgir tels que les incendies et les blessures graves dues à la mauvaise utilisation des couteaux, hachoirs et autres appareils de cuisson.

Par Hocine K.

«**A** l'occasion de la célébration de l'Aïd el-Adha, et vu la situation sanitaire exceptionnelle due à la pandémie Covid-19, la direction générale de la Protection civile recommande à tous les citoyens de respecter les consignes afin de prévenir les divers accidents tels que les incendies et les blessures graves dues à la mauvaise utilisation des couteaux, hachoirs et appareils de cuisson, notamment la "tabouna" qui cause, chaque année, beaucoup de victimes, en particulier des enfants», précise un communiqué de la Protection civile.

Pour ce faire, la même source rappelle, dans ses recommandations, de «ne jamais mettre les couteaux et les haches à même le sol et à la portée des enfants, d'entreposer bien les chalumeaux, la tabouna, les allumettes et les briquets, de vérifier la conformité du tuyau et du détendeur de gaz utilisés pour relier la bouteille de gaz butane et la

tabouna, de ne pas laisser les chalumeaux et la tabouna allumés sans surveillance, d'empêcher les enfants de s'approcher du feu et de jouer avec les allumettes, et de ne jamais effectuer de barbecue à l'intérieur ou à proximité des forêts».

La Protection civile appelle également les citoyens à «éviter de se rassembler en sortant de la mosquée, tout en respectant la distanciation physique d'au moins 1 mètre, à ne pas se rassembler lors de l'abattage du sacrifice, à ne pas échanger les outils d'abattage et à se laver les mains avant, pendant et après l'abattage». Le DGPC estime notamment qu'il est préférable d'utiliser une pompe à air manuelle ou électrique pour gon-

fler le sacrifice et d'éviter d'utiliser la bouche, de mettre les déchets dans des sacs fermés et de les mettre dans des bacs à ordures pour éviter l'engorgement des avaloirs, et d'éviter les regroupements familiaux afin de limiter la propagation du virus Covid-19». Par ailleurs, la Protection civile recommande que, dans le cas où une personne se sent malade, il est impératif de s'isoler «immédiatement» de tout rassemblement et de se diriger vers le centre de santé le plus proche. Et en cas d'incident ou d'incendie, la même source indique qu'il faudra appeler les secours aux numéros 1021 et 14, tout en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

H. K.



P.H.D. R.

Culture à Mostaganem

Un nouveau directeur pour une stratégie innovante

Le Docteur Mohamed Merouani, récemment nommé directeur de la culture et des arts de la wilaya de Mostaganem, adopte un style managérial assez instructif visant à redynamiser le secteur. Un secteur qui, des années durant, a subi les effets d'une léthargie qui l'a plongé dans un engourdissement difficilement explicable. La crise sanitaire est aussi passée pour mettre une couche supplémentaire à cette somnolence. La redynamisation des activités culturelles donnera au jeune responsable du pain sur la planche. Toutefois, ce jeune cadre dont les potentialités académiques sont manifestement son fer de lance, s'est engagé à faire un état des lieux scrupuleusement mené, impliquant les cadres de son domaine dans la perspective de valoriser leurs expériences. Avec le soutien du

wali, le nouveau directeur est déjà monté au front pour un diagnostic précis lui permettant d'asseoir une stratégie managériale adaptée aux aspirations culturelles et artistiques de la wilaya. En effet, à Mostaganem il existe un potentiel sans égal en termes d'infrastructures culturelles. D'un autre côté, les capacités humaines, culturelles et artistiques existant dans la wilaya se grefferont inéluctablement à la nouvelle stratégie pour une meilleure relance du secteur. Pour redonner vie à la culture dans tous ses aspects et sur tous ses niveaux, Merouani reste confiant car il estime que le secteur est gérable quand il y a l'engagement des gens de la culture. Le directeur estime que sa politique reposera, très naturellement, sur les artistes, peintres, dramaturges, acteurs, chanteurs, écrivains, archéo-

logues, cinéastes, paroliers, poètes, etc. Ce responsable pense aller au grain en rationalisant les moyens avec des méthodes que la technologie lui offre. Le numérique sera son outil principal pour une démarche innovante. Il ouvrira ses portes aux diverses propositions servant à redynamiser le secteur. Il croit fermement à la revalorisation du potentiel culturel et artistique. Dans sa stratégie, il compte beaucoup sur l'apport académique de l'Université Abdelhamid-Ibn-Badis et de son département d'arts plastiques et de cinéma. Pour ce qui est du patrimoine historique et culturel, le directeur est disposé à œuvrer pour la préservation du secteur sauvegardé en accompagnant les associations qui militent pour la conservation de la mémoire de la wilaya de Mostaganem. La

culture de la ruralité est pour le responsable un autre challenge qu'il faut exhausser. Selon lui, la culture sur les territoires extramuros doit surtout être comprise comme un choix collectif, riche de perspectives partagées par tous les acteurs... C'est ainsi que cette démarche est essentielle à la construction culturelle et artistique des jeunes ruraux et de ceux qui vivent dans les zones d'ombre dont il faut soutenir les initiatives. Avec l'appui du chef de l'exécutif, M. Merouani souhaite débroussailler le secteur en allant avec intelligence, faisant appel à toutes les forces vives de la wilaya afin d'immortaliser les richesses culturelles de Mostaganem. Il est très motivé pour relever un défi et cette motivation est conjuguée au futur.

Lotfi Abdelmajid

Ouargla

Un projet de budget complémentaire de 2,44 milliards DA examiné à l'APW

Un projet de budget complémentaire (2021) de l'ordre de 2,44 milliards DA, destiné au financement de 26 opérations de développement dans les wilayas de Ouargla et Touggourt, est actuellement examiné par les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a-t-on appris, hier, de cette institution.

Les opérations de développement retenues concernent les

secteurs des Ressources en eau, les Travaux publics, la Jeunesse et les Sports, l'Agriculture, l'Environnement et la Santé, a-t-on signalé.

Dans le secteur des Ressources en eau, sont proposés des projets de réalisation et d'équipement de forages d'eau potable, la réhabilitation de forages aliéniés, la réalisation de châteaux d'eau, le renforcement de l'électrification des complexes

hydrauliques, ainsi que la réalisation de réseaux d'assainissement et de station de relevage, a précisé la source.

Les projets du secteur des Travaux publics concernent la réhabilitation de routes urbaines, la réalisation de trottoirs et l'extension de l'éclairage public.

Les deux wilayas vont bénéficier, s'agissant du secteur de la Jeunesse et des Sports, de cinq stades de proximité revêtus de pelouse synthétique, et dans le domaine agricole de la réalisation de puits d'irrigation et de l'acquisition d'arbustes d'essence forestière et d'autres pour l'embellissement et l'alignement.

Concernant le secteur de la Santé, les wilayas de Ouargla et Touggourt projettent des opérations d'équipements, d'aménagement et de réhabilitation de salles de soins, ont fait savoir les services de l'APW. R. R.

Ooredoo souhaite Aïd Adha Moubarak aux Algériens



Entreprise citoyenne par excellence, Ooredoo partage la joie de l'Aïd El Adha avec le peuple algérien et saisit l'occasion de cette célébration religieuse pour lui présenter ses meilleurs vœux de prospérité, bonheur et de santé.

A cette occasion, le Directeur général de Ooredoo, M. Bassam Al Ibrahim, a déclaré : «Je suis heureux de présenter, en mon nom et au nom de tous les employés de Ooredoo, nos vœux les plus sincères de paix et de prospérité et surtout de santé à tous les Algériens et Algériennes, en rappelant que les circonstances sanitaires actuelles nous imposent de célébrer cette fête avec nos familles et nos proches dans le respect des mesures de prévention et de sécurité».

Ooredoo demeure fidèle à son statut d'entreprise citoyenne au sein de la société algérienne en partageant ses fêtes et ses heureuses occasions.

Saha Aïdekoum !

Valorisation des terres sahariennes

Près de 170 000 ha proposés aux investisseurs agricoles

■ Près de 170 000 hectares de terres sahariennes sont mis à la disposition des investisseurs dans le domaine de l'agriculture, à travers l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas), selon un arrêté interministériel publié sur le Journal officiel n° 54.



Par Farid M.

Il s'agit de 24 fonciers situés dans les wilayas de Ouargla et d'Illizi, d'une superficie de 51 000 ha, de 20 fonciers dans la wilaya d'Adrar avec une superficie de 47 600 ha et de 43 fonciers d'une superficie de 71 000 ha dans la wilaya de Ghardaïa.

Ce portefeuille foncier est confié à l'Odas afin d'assurer sa gestion et sa promotion par la mise en valeur dans le cadre de la concession.

Le portefeuille foncier confié à l'Office a été déterminé et localisé sur la base des études préliminaires en concertation avec les secteurs concernés, en tenant compte notamment de la disponibilité des terres potentielles à mettre en valeur, la dis-

ponibilité de la ressource hydrique et l'exclusion des zones d'interférence avec les autres usagers, est-il noté dans l'arrêté.

Ainsi, l'Odas procédera, au sein de ce portefeuille, à la délimitation des périmètres destinés aux grands projets agricoles et agro-industriels et d'engager les études techniques approfondies.

Les procédures d'attribution des concessions totalement numérisées

Dans le cadre du portefeuille foncier confié à l'Office, les périmètres dédiés à la mise en valeur peuvent être attribués aux porteurs de projets en entier ou par parcelle, en fonction des décisions du Comité d'expertise et d'évaluation technique.

Selon un arrêté ministériel publié dans le même Journal officiel, l'ensemble des étapes des procédures d'attribution, par l'Odas, des terres à mettre en valeur dans le cadre de la concession, s'effectue en ligne, à commencer par le lancement, par l'Office, d'un avis d'appel à candidature pour les investisseurs potentiels sur son site web, en précisant la wilaya concernée, la superficie des périmètres à attribuer, les filières stratégiques à développer ainsi que les objectifs envisagés.

Pour sa part, le porteur de projet intéressé doit adresser sa demande de concession, accompagnée du dossier à fournir, en ligne, contre accusé de dépôt électronique.

Le dossier d'investissement transmis par le porteur de projet

est enregistré et soumis au Comité d'expertise et d'évaluation technique qui peut, si nécessaire, lui demander des compléments d'informations avant de prendre une décision notifiée par voie électronique.

En cas de refus, la décision du Comité doit être motivée et le porteur de projet peut introduire un recours auprès de l'Office, par voie électronique, dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de refus, avec de nouveaux éléments d'information ou de justification à l'appui de sa demande. Le porteur de projet retenu effectue une visite sur terrain, accompagné des représentants de l'Odas, qui sera sanctionnée par une déclaration de visite et d'acceptation de la parcelle de terrain objet de l'attribution. L'Office établit immédiatement, sur la base de cette déclaration, l'attestation d'éligibilité à la concession et la délivre au porteur de projet retenu.

L'Odas procède, par la suite, à l'installation du bénéficiaire par la matérialisation parcellaire par un bureau d'études habilité ou par un géomètre-expert foncier, ce qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'installation. Le bénéficiaire procède, après son installation, à la signature du cahier des charges au niveau de l'Office, tout en étant tenu d'engager les travaux à partir de cette date.

L'Office transmet le dossier de formalisation de la concession

aux services des domaines pour établir l'acte de concession, conformément aux délais fixés à cet effet et dès la réception de l'acte de concession, il procède à sa notification au bénéficiaire par voie électronique, selon le même texte.

F. M.

Finance La RD du Congo conclut un programme avec le FMI

La République démocratique du Congo a conclu un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), première étape du décaissement d'un crédit d'1,5 milliard de dollars étalé sur trois ans, assorti d'exigences de transparence dans le secteur minier, a indiqué une source officielle.

«Mon gouvernement a obtenu l'approbation du programme du FMI octroyant une facilité élargie de crédit à hauteur de 1,5 milliard de dollars», a écrit le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. «Belle avancée pour appuyer nos réformes. Continuer à améliorer les conditions de vie de nos populations reste notre priorité», a-t-il ajouté.

«Le premier décaissement est immédiat : l'équivalent de 217 millions de dollars», a déclaré le représentant résident du FMI en RDC, Gabriel Reost. Il y aura ensuite «des décaissements successifs qui, eux, seront en lien avec ce qu'on appelle revue du programme, c'est-à-dire des évaluations semestrielles de la bonne exécution du programme», a-t-il expliqué. Ces évaluations se feront sur la base de trois engagements pris par le gouvernement congolais relatifs à la mobilisation des recettes et l'exécution des dépenses essentielles et d'investissement, l'amélioration de la politique monétaire, la lutte contre la corruption particulièrement par «la publication à la fois des contrats (miniers) passés qui ne l'ont pas encore été et la publication des contrats à venir», a détaillé M. Leost. L'objectif de ce programme est de catalyser d'autres financements et d'attirer des investissements privés. Un précédent programme avec le FMI avait été arrêté brusquement fin 2012, après le refus du régime de l'ancien président Joseph Kabila (janvier 2001 - janvier 2019) de publier des contrats de cession des parts de l'Etat dans des entreprises minières.

Dans ce pays d'Afrique centrale doté d'immenses ressources notamment minières, la majorité de la population vit avec 1,25 dollar par jour, selon l'ONU. La RDC occupe la 170^e place sur 179 dans le classement de Transparence internationale en 2020. A. O.

Pêche et aquaculture

Près de 2 400 diplômés du secteur pour l'année scolaire 2020-2021

Le nombre de diplômés des instituts et des écoles de formation relevant du secteur de la Pêche et des Productions halieutiques s'est élevé à 2 360 étudiants au titre de l'année scolaire 2020-2021, indique un communiqué de la tutelle. En dépit de la conjoncture sanitaire particulière que traverse le pays, en raison de la propagation de la pandémie de corona, les instituts et les écoles du secteur ont pu assurer la formation de plus de 10 000 étudiants, dont plus de 2 360 diplômés dans les spécialités en lien avec la pêche et l'aquaculture, a précisé la même source.

Lors de la cérémonie de clôture de l'année pédagogique

2020/2021, tenue jeudi dernier par visioconférence, en présence des cadres et des directeurs de tous les établissements de la formation à travers le territoire national, le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, «s'est félicité des résultats positifs concrétisés lors de cette année scolaire».

Dans ce cadre, le ministre a mis en avant l'importance capitale que revêt la formation dans le programme du président de la République pour la période 2020-2024, étant donné que «l'investissement dans l'élément humain représente la pierre angulaire de toute opération de développement, ce qui requiert

de redoubler le travail, en vue de développer le régime sectoriel de formation, à l'effet de l'adapter aux exigences tant du marché économique que des jeunes».

La rencontre était une opportunité pour le ministre d'adresser un ensemble d'instructions relatives à la nécessité de veiller à intégrer le thème de l'entrepreneuriat dans les différents programmes de la formation sectorielle, et ce, en coordination avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat «Anade».

Le ministre a également mis l'accent sur l'importance de focaliser sur les thèmes de la sécurité maritime, en vue d'assurer la préservation de la vie des gens

de mer et se mettre au diapason des techniques modernes dans le domaine de la formation, en sus de consolider la coordination intersectorielle, et se préparer à l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation, en prévision de la prochaine rentrée pédagogique, à l'effet de vulgariser les opportunités de formation disponibles au profit des jeunes et des professionnels. Le ministre a aussi appelé à accélérer l'opération de la promulgation des textes réglementaires propres à la formation, notamment le texte relatif à la validation des acquis de l'expérience professionnelle, lit-on dans le communiqué.

Samia Y.

Chine

Les IDE en hausse de 28,7 % au 1^{er} semestre

Le volume des Investissements directs étrangers (IDE) en Chine a augmenté, en glissement annuel, de 28,7 % au premier semestre 2021, à 607,84 milliards de yuans (environ 90,96 milliards de dollars).

Il s'agit également d'une augmentation de 27,1 % par rapport

à la même période en 2019, précise le ministère chinois du Commerce. Les investissements étrangers dans le secteur des services ont atteint 482,77 milliards de yuans au cours du premier semestre, soit une augmentation de 33,4 % sur un an, et une hausse de 42,7 % dans les services de haute technologie. Au

cours de cette période, les investissements provenant des pays situés le long de «la Ceinture et la Route» ont augmenté de 49,6 %, alors que ceux en provenance de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de l'Union européenne ont respectivement progressé de 50,7 % et de 10,3 %.

Presque débarrassé du Covid-19, le pays commence à retrouver les niveaux d'activité pré-pandémie, mais certains secteurs continuent toutefois de tourner au ralenti. Selon la Banque mondiale, la Chine devrait enregistrer une croissance économique de 8,5 % en 2021. N. T.

Covid-19/Médéa

50 000 doses de vaccins déjà administrées

■ Pas moins de cinquante mille doses de vaccins contre le Covid-19 ont été administrées à des citoyens de la wilaya de Médéa, depuis le début du mois de février jusqu'à la mi-juillet courant, dans le cadre de la campagne de vaccination lancée à l'effet de stopper la propagation de ce virus, a-t-on appris auprès du directeur local de la santé et de la population.

Par Samy Y.

La quantité des doses consommées, au cours de cette période, représente 85 % du quota de vaccins octroyé au secteur sanitaire, estimé à près de 61 600 unités, a indiqué le DSP, Mohamed Cheggouri.

Ain Témouchent Projets d'ouverture et d'aménagement de pistes dans les espaces boisés

La Conservation des forêts de la wilaya d'Ain Témouchent a lancé, dernièrement, la concrétisation d'opérations de développement visant l'ouverture et l'aménagement de pistes dans les espaces boisés d'une distance totale de 55 kilomètres, répartis à travers 17 périmètres forestiers de la wilaya, a-t-on appris du conservateur des forêts, Aissa Abdi Ahmed Chafik. Le secteur a débrouillé une enveloppe financière de l'ordre de 37,5 millions DA pour prendre en charge le projet d'ouverture de nouvelles pistes sur une distance de 25 km dans des sites forestiers implantés à travers 8 communes de la wilaya, dont les forêts de Sassel, Guetif, El Kouami et Oued Besbes, disposant d'une ceinture boisée importante, a-t-on indiqué. Le programme comporte également des opérations de réhabilitation et d'aménagement de 30 km de pistes, qui ont nécessité une enveloppe de 30 millions DA, dans le cadre d'une opération sectorielle lancée au profit de 10 sites forestiers répartis sur les communes de Oulhaca, Emir Abdelkader, Beni Saf, Tamazougaha, Ouled Boudjemaa et Oued Sabah, a indiqué Aissa Abdi. L'opération d'ouverture et de réhabilitation des chemins permet un accès aisé à la bande forestière, une intervention immédiate et dans de meilleures conditions en cas de dangers, dont notamment les incendies, en plus de faciliter le travail des agents des services des forêts et d'activer plus de patrouilles sur le terrain pour la surveillance et le contrôle liés à la protection de la bande forestière, a ajouté le même responsable. Dans le cadre de la réhabilitation des zones forestières endommagées par les incendies, la wilaya d'Ain Témouchent a bénéficié d'une opération d'aménagement visant à reboiser une superficie de 100 hectares, dotée d'une enveloppe de plus de 20 millions DA, qui sera concrétisée progressivement au niveau de six forêts endommagées par les feux ces dernières années, a-t-on fait savoir. F. S.

Ce même responsable a précisé que plus de vingt mille doses ont été administrées durant les cinq derniers jours, où un pic des demandes a été enregistré après la recrudescence des cas d'infection signalés au niveau de la wilaya.

Le DSP a annoncé, en outre, la réception d'un lot supplémentaire de vaccins composé de 35 000 doses, qui sera dispatché à travers l'ensemble des structures sanitaires et points de vaccination ouverts à la faveur de cette campagne de vaccination qui mobilise un nombre important de médecins et de paramédicaux. En sus des structures sanitaires (hôpitaux, polycliniques et salles de soins), une vingtaine de points de vaccination ont été aménagés dans des lieux publics des grandes agglomérations urbaines, où les citoyens peuvent se rendre pour se faire vacciner, a affirmé Cheggouri.

Il a signalé que la moitié de ces points de vaccination sont localisés au niveau de la commune de Médéa, qui compte le plus grand nombre d'habitants, soit plus de 200 000 résidents et où l'on recense le plus de cas d'affection par le Covid-19.

Des équipes médicales mobiles assurent, depuis



quelques jours, la vaccination des populations des zones enclavées, de façon à élargir ladite campagne de vaccination et prémunir, ainsi, ces popula-

tions contre une éventuelle infection par le virus, a-t-il noté.

Par ailleurs, une opération de vaccination a eu lieu jeudi soir et vendredi matin, à travers les prin-

cipaux lieux de culte de la wilaya, avec le concours de la direction locale des affaires religieuses et des wakfs, a fait savoir le même responsable. S. Y.

Relizane

Sortie de promotion de plus de 4 700 étudiants à l'Université «Chahid Ahmed-Zabana»

L'Université «Chahid Ahmed-Zabana» de Relizane a organisé une cérémonie de sortie pour la promotion de l'année universitaire 2020-2021, composée de 4 774 étudiants dans différentes spécialités, en présence des autorités locales et des membres de la famille universitaire.

La promotion comprend 2 918 étudiants du premier cycle (licence) et 1 846 étudiants du 2^e cycle (master). Il a été procédé, lors de cette cérémonie, à la récompense des 10 majors de promotion dans différents spé-

cialités et domaines. A noter que l'étudiant Ismaïl Boudaoud, de la faculté des sciences et de la technologie, a obtenu la meilleure moyenne de l'université avec 16,51. En outre, ont été honorés 15 maîtres de conférences promus au grade de professeur d'enseignement supérieur lors des sessions 44 et 45 de la commission universitaire nationale spécialisée pour la promotion des maîtres de conférences, annoncées mardi soir par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki

Benziane. Le recteur de l'université, le D'Ahmed Bahri, a souligné, à l'occasion, que l'année universitaire s'est déroulée dans des conditions «normales», en dépit des conditions exceptionnelles imposées par la pandémie de Covid-19, ce qui a renforcé l'enseignement à distance, outre son orientation vers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), à savoir des applications numériques via Internet (e-learning) au profit des étudiants et des enseignants. Dans ce contexte, l'administration de

l'Université a mis en place des plateformes numériques, créant un lien avec les étudiants et les enseignants à distance, au niveau de 5 facultés de l'Université de Relizane, qui dénombre actuellement 15 950 étudiants, a indiqué M. Bahri. L'université de Relizane a été créée en 2004 en tant qu'annexe relevant de l'université «Abdelhamid-Ibn-Badis» de Mostaganem, avant qu'elle ne soit promue en Centre universitaire en 2008, puis en université l'année dernière.

Lyes B.

Blida

Entretien de plus de 200 km de lignes électriques depuis le début de l'année

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Blida a procédé, depuis le début de l'année en cours, à l'entretien de plus de 200 km de lignes électriques, dans l'objectif d'améliorer l'approvisionnement en énergie électrique, a-t-on appris auprès de cette entreprise.

Ces travaux entrent dans le cadre de la mise en œuvre du programme visant à assurer la qualité et la continuité de service,

lancé depuis le début de l'année en cours et ayant porté sur l'entretien et la réhabilitation, à ce jour, de 207 km de lignes électriques, a indiqué la chargée de la communication, Khadija Bouda. Cette opération, qui a permis l'éradication des points noirs recensés au niveau des installations et du réseau électriques, a été réalisée avec la contribution des agents des quatre districts des communes de Blida, Boufarik, Mouzaia et

Larbaâ, soutenus par ceux de la brigade de travail sous tension et de la brigade des réalisations, a-t-on ajouté de même source. Toujours au titre de la démarche visant l'amélioration des prestations fournies à ses abonnés, au nombre de 332 000, la direction de distribution de Blida a procédé, depuis le début de l'année 2021, à l'installation de 40 transformateurs électriques, pour une enveloppe de 744 millions de DA, a-t-on ajouté de même sour-

ce. La même responsable a fait également part de la réalisation d'un réseau de 50 km de lignes électriques de moyenne tension, en vue du renforcement de l'approvisionnement des citoyens en énergie électrique, au regard de la hausse de la demande sur cette énergie, suite à l'extension urbanistique enregistrée dans la wilaya, ces dernières années, a-t-elle observé.

A. Y.

Clôture du Festival de Cannes 2021

La Française Julia Ducournau remporte la Palme d'or avec «Titane»

■ Etranglée par l'émotion lors de la remise des prix, la Française Julia Ducournau a remporté la Palme d'or pour son film «Titane».

Par Abia Selles

La réalisatrice est la deuxième femme à décrocher le prestigieux prix, après Jane Campion, en 1993, pour «La Leçon de piano». Pour cette 74^e édition, le jury, présidé par Spike Lee, a également récompensé l'acteur américain Caleb Landry Jones et l'actrice norvégienne Renate Reinsve.

La 74^e édition du Festival de Cannes comptait pas moins de

24 films en compétition officielle. Après délibération au sein d'un lieu tenu secret, le jury, présidé par le cinéaste américain Spike Lee, premier artiste afro-américain à occuper pareille fonction, a pu lors de la cérémonie de clôture révéler son palmarès. En effet, la Palme d'or de cette édition est revenue au film «Titane» de Julia Ducournau. C'est un vrai événement en couronnant Julia Ducournau et son œuvre furieusement contemporaine, «Titane», déclarent les critiques

de cinéma. Julia Ducournau est devenue la deuxième réalisatrice de l'histoire du Festival à recevoir la Palme d'or. Vingt-huit ans après «La Leçon de Piano» de Jane Campion, première réalisatrice primée, le jury présidé par Spike Lee vient récompenser la benjamine de la compétition (37 ans).

Le Grand Prix du Festival est revenu au long-métrage «Un héros» d'Asghar Farhadi, ex æquo avec «Compartment n° 6», de Juho Kuosmanen.

Le Prix du scénario a été décerné à Ryusuke Hamaguchi et Takamasa Oe, pour «Drive My Car».

Le Prix de la mise en scène est revenu à Leos Carax pour son film projeté lors de l'ouverture de ce Festival, «Annette».

L'acteur Caleb Landry Jones a reçu lui aussi le Prix d'interprétation masculine pour son rôle dans le film «Nitram». La jeune actrice Renate Reinsve a reçu quant à elle le Prix d'interprétation féminine pour son rôle dans «Julie» (en 12 chapitres).

Le jury a choisi de donner son Prix au film «Le Genou» d'Ahed de Nadav Lapid, ex æquo avec «Memoria», d'Apichatpong Weerasethakul.

La Palme d'or d'honneur est revenue à Marco Bellocchio.

«Tous les corbeaux du monde» de Tang Yi, a reçu la Palme d'or du court-métrage.

F. H.

A. S.

PH/D. R.



Cinémathèque d'Alger

Un cycle filmique en hommage au compositeur Ahmed Malek

Les activités culturelles et artistiques sont devenues rares ces derniers jours, après la dégradation de la situation sanitaire dans notre pays en raison de la pandémie de Covid-19.

La Cinémathèque algérienne est un des établissements qui proposent encore des activités au public. Les activités sont organisées dans le strict respect des mesures sanitaires contre la propagation de la pandémie de Covid-19. L'établissement annonce avant chaque activité les mesures de prévention qui

sont obligatoires, à savoir le port de la bavette, l'utilisation du gel et la distanciation physique. Il y a même des agents qui veillent à l'application de ces mesures.

Pour cette semaine, un cycle filmique est organisé en hommage au compositeur algérien Ahmed Malek, disparu en 2008. Ouvert hier en présence des amis du défunt et d'artistes, ce rendez-vous cinématographique propose la projection de films dont l'artiste défunt est le compositeur de la bande originale, à l'instar de «Les vacances

de l'inspecteur Tahar» de Moussa Haddad, «Omar Gattalo» de Merzak Allouache, «Barrières» de Ahmed Lallel et «Leila et les autres» de Sid Ali Mazif. A raison de trois séances par jour, la Cinémathèque propose également deux films sortis en salles récemment, «Abou Leila» d'Amin Sidi Boumediene et «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui.

Natif d'Alger en 1931, Ahmed Malek a suivi des cours d'apprentissage d'instruments de musique comme le piano et l'accordéon. Plus tard, il intégra

l'Orchestre de la Radio algérienne, dirigé alors par le regretté Mustapha Skandrani, et collabora comme arrangeur avec plusieurs artistes et groupes de musique algériens.

Ahmed Malek a composé nombre de musiques de films, notamment «Barrières» d'Ahmed Lallel, «Le charbonnier» de Mohamed Bouamari, «Les enfants de novembre» de Moussa Haddad, «Autopsie d'un complot» de Mohamed Slim Riad et «Un toit, une famille» de Rabah Laradji.

Association culturelle El Amel d'Oran

Ouverture de l'«Été théâtral pour jeunes»

La manifestation «Été théâtral pour les jeunes» s'est ouverte, samedi après-midi au «Petit théâtre» de l'association culturelle «El Amel» d'Oran, dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation de Covid-19. La première journée de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 20 août prochain, a été marquée par des spectacles inspirés de proverbes algériens, qui traitent de situations sociales de manière distinguée, par des stagiaires de l'école de théâtre de l'association précitée.

Les pièces de théâtre programmées dans le cadre de l'activité «Été théâtral de la jeunesse» organisée par l'association El Amel sont interprétées par la 28^e promotion sortie récemment, composée de trois groupes comprenant chacun 10 nouveaux diplômés, a-t-on indiqué. Selon le président de l'association culturelle «El-Amel», le metteur en scène et comédien de théâtre Mohamed Mihoubi, depuis 1992 son association a formé plus d'un millier de jeunes dans le domaine théâtral.

Le programme de cet événement visant à relancer l'activité culturelle à Oran, comporte aussi l'organisation d'un concours théâtral intitulé «Stars

du Show» pour les jeunes, avec la participation de 19 amateurs du 4^e art afin de les intégrer dans les métiers du théâtre.

Sous le titre «Théâtre de

conférences», des lectures d'auteurs dramatiques et des conférences ont été programmées, traitant de plusieurs thèmes, dont «Le théâtre scientifique»,

«Le théâtre d'El Halqa», «Le théâtre, l'art de la simulation» et «Mise en scène et mouvement», suivies de débats avec le public.

L. B.

Prix du Président de la République pour la littérature et la langue amazighes

«Arak d'Arak» en lice

L'œuvre cinématographique intitulée «Arak» (ton fils est ton fils, en variante amazighe ouarglie) sera engagée pour le concours de la 2^e édition du prix du Président de la République pour la littérature et la langue amazighes (ouvert via une plateforme numérique du 27 mai au 4 août 2021), a appris l'APS de son producteur. Le film de 96 minutes, d'expression amazighe dans la variante Taguergrat du Ouargla, retrace des facettes du quotidien de la société ouarglie dans les années 1980 et 1990, tout en valorisant le patrimoine culturel matériel et immatériel dans le vieux ksar de Ouargla, à travers son folklore, son artisanat traditionnel et les traditions locales, a précisé le

producteur, Mohamed Ali Mahdjer. La réalisation de cette œuvre, première expérience cinématographique du genre à Ouargla, a nécessité la contribution de spécialistes et de chercheurs en littérature populaire et le recours à un glossaire de la variante amazighe Taguergrat pour reprendre des termes et des noms anciens, actuellement en voie de disparition car très rarement usités, surtout par les jeunes générations, a-t-il expliqué. Le but de cette œuvre culturelle est de ressusciter le patrimoine culturel des anciens habitants de Ouargla et archéologique de la région, pour le faire connaître aux jeunes générations et assurer sa sauvegarde. Ceci, en plus de véhiculer des

messages sur l'importance de la famille, de la bonne éducation des enfants et des risques comportementaux pouvant découler de la négligence par les parents de l'éducation de leurs enfants, tels que les fléaux de la drogue et du vol.

L'autre objectif est de valoriser le potentiel local des jeunes en matière de maîtrise de l'art cinématographique et des techniques de montage et de mise en scène, a souligné M. Mahdjer.

Cette œuvre cinématographique, dont la réalisation a duré presque une année avec la participation d'une quinzaine de comédiens amateurs pour camper différents rôles, a été initiée par la coordination des associations du vieux ksar de Ouargla sur

fonds propres et une contribution du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA).

D'après son producteur, le film, qui a déjà bénéficié d'une promotion via les réseaux sociaux, sera diffusé sur la chaîne 4 de la Télévision nationale (TV4), une fois obtenus les droits d'auteur et les droits voisins.

Institué en 2020, le prix du Président de la République pour la littérature et la langue amazighes a pour objectif de récompenser les meilleures recherches et œuvres réalisées par des participants, encourageant ainsi la recherche et la production de la littérature en langue amazighe, dans ses variantes utilisées en Algérie, et leur promotion.

M. K.



Afrique du Sud

Zuma au tribunal pour corruption, après les émeutes

■ Le procès pour corruption de l'ex-président sud-africain Jacob Zuma, 79 ans, dont l'incarcération a servi de détonateur pour les violences qui ont secoué le pays cette semaine tuant plus de 200 personnes, doit reprendre aujourd'hui.

Par Mourad M.

Englué dans de multiples scandales et accusations de corruption, l'ancien chef d'État est jugé dans une affaire de pots-de-vin vieille de plus de 20 ans.

Les violences ont éclaté le 9 juillet dans son bastion du Kwazulu-Natal (Est), au lendemain de son incarcération pour outrage, avant de s'étendre à Johannesburg. Il avait été condamné fin juin pour avoir, à de multiples reprises, refusé

de témoigner devant une commission qui enquêta sur la corruption d'État sous sa présidence (2009-2018).

Les soutiens de M. Zuma sont accusés d'avoir fomenté le chaos des derniers jours, que le Président Cyril Ramaphosa a qualifié de tentative orchestrée de déstabiliser le pays.

L'ancien président doit répondre aujourd'hui devant le tribunal de Pietermaritzburg (Est), de seize chefs d'accusation de fraude, corruption et racket liés à l'achat, en 1999, de matériel mili-

taire auprès de cinq sociétés d'armement européennes, alors qu'il était vice-président.

Il est accusé d'avoir empoché plus de quatre millions de rands (soit 235 000 euros au taux actuel), notamment du groupe français Thales qui était l'une des entreprises attributaires du juteux contrat d'une valeur globale d'environ 2,8 milliards d'euros.

Le géant français de la défense est également poursuivi pour corruption et blanchiment. M. Zuma, comme Thales, ont toujours nié ces accusations.

L'audience sera virtuelle, en raison de l'instabilité dans la province, a annoncé le juge Piet Koen. M. Zuma ne sera donc pas sorti de prison pour y assister. Ses partisans pourraient cependant manifester en nombre devant le tribunal, comme ils le font régulièrement pour soutenir leur champion. La fondation de M. Zuma a affirmé s'opposer à cette virtualité, réclamant soit une audience physique, soit un report de la reprise du procès.

«Si on peut se mettre d'accord sur une audience en présentiel, nos avocats sont prêts», a affirmé, hier à l'AFP, le porte-parole de M. Zuma, Mzwanele Manyi. «Sinon il faut reporter l'audience, même d'une semaine, quand les conditions dans le pays seront plus sereines».

M. Zuma, en dépit de nombreux scandales de corruption



PH. > D. R.

qui ont entaché sa présidence, conserve une grande influence, notamment dans ce pays zoulou dont il est originaire mais aussi au sein de l'ANC, le parti historique au pouvoir.

Les juges ne céderont pas aux «pressions politiques», présume l'analyste Ralph Mathekg, «la machine judiciaire va devoir affronter la tempête», dit-il à l'AFP.

«Les gens vont observer le comportement des juges», avertit Siphoo Seepe, de l'Université du Kwazulu-Natal, et «s'ils ont le sentiment que justice n'est pas rendue, ils protesteront».

Ce procès a déjà été plusieurs fois reporté, l'ex-président multipliant les recours. Lors de la précédente audience en mai, M. Zuma avait annoncé plaider non coupable, avant que les débats ne soient rapidement ajournés.

Ses avocats ont réclamé la récusation de l'avocat du ministère public, M^r Billy Downer, l'accusant de partialité. Devant une foule de partisans aux abords du tribunal, l'ancien président s'était défendu de chercher à retarder la suite du procès.

«Nous allons plaider vigoureusement pour que cette demande soit rejetée», a déclaré à l'AFP le parquet.

M. Zuma avait été contraint, en 2018, à la démission après la révélation d'une série de scandales. Son successeur Cyril Ramaphosa a promis d'éradiquer la corruption, mais doit lui aussi être entendu par une commission anti-corruption.

L'accusation prévoit de citer plus de 200 témoins lors du procès.

M. M.

Commentaire

Catastrophe

Par Fouzia Mahmoudi

En France, la direction du Parti socialiste a clairement fait savoir que le PS serait prêt à se ranger derrière un candidat unique de la gauche, plus particulièrement si ce dernier était issu du parti Europe Écologie Les Verts. D'ailleurs, lors des élections municipales de 2020, le PS s'était retiré dans plusieurs villes pour permettre une victoire des écologistes. Pourtant, cette alliance est loin d'être vue d'un bon œil par l'ensemble des socialistes. Anne Hidalgo, maire de Paris, n'avait pas hésité à violemment écorcher il y a quelques mois les Verts et l'ancien maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, vient à son tour de faire une sortie remarquée contre le mouvement écologiste. Dans une longue interview accordée au «Progrès» cette semaine, l'ex-ministre de l'Intérieur d'Emmanuel Macron prédit même une «catastrophe absolue !». «Je ne croyais pas que ça allait être aussi violent», dit-il et accuse les Verts d'avoir dupé leurs électeurs. «Les gens pensaient voter pour le climat, mais derrière, c'est tout un changement de société qui est à l'œuvre. Les Verts portent ce mouvement woke qui s'empare de notre société, la fragmente, l'archipellise», insiste-t-il dans les colonnes du quotidien régional. Non contents de contribuer à la division de la société française, les écologistes auraient également toutes les peines du monde à la protéger, alerte l'ancien socialiste. Celui qui a occupé la Place Beauvau entre mai 2017 et octobre 2018 en veut pour preuve l'opposition systématique des Verts lyonnais à la vidéoprotection. «Les écologistes ont le même tropisme que le PS dans le temps : tout sur la prévention et rien sur la répression. Pour moi, l'un ne va pas sans l'autre», gronde Gérard Collomb. Autre grand absent des rues de la capitale des Gaulles : les policiers municipaux. Et le Marcheur de la première heure de rappeler Grégory Doucet à sa promesse de gonfler les effectifs des hommes en uniforme. Mais Gérard Collomb n'y croit pas trop, tant la sécurité «n'est pas le truc des écologistes». Une fois le bilan sécuritaire des Verts dézingué, Gérard Collomb s'attaque au volet économique, tout aussi inquiétant, selon lui. «Je ne vois pas de nouveaux projets lancés, à part une école dans le 9^e arrondissement. En revanche, je vois bien les projets détruits», tempête-t-il, citant pêle-mêle l'abandon des Ateliers de la danse au musée Guimet, le retrait de la subvention à la French Tech et la dette qui file impudemment. La ville elle-même serait laissée à l'abandon, en proie aux bouchons monstres et à la saleté. Et Gérard Collomb de jouer les oiseaux de mauvais augure : «S'il arrive un coup dur et que les dotations de l'État baissent, ce que je redoute, la ville et la métropole sont mortes !» Gérard Collomb voit toutefois une lumière au bout du tunnel. Ce phare dans la nuit ? Sa propre personne. Flou, l'ancien maire confié au «Progrès» sa volonté de «former une nouvelle génération» et d'«organiser une forme de résistance» face à l'obscurantisme écolo. Il est vrai que cette dernière année, depuis que plusieurs grandes villes de France sont passées sous l'étendard Vert, de nombreuses polémiques ont éclaté, mettant en avant le décalage entre l'image d'amoureux de la nature et des activistes «wokes» qui a déstabilisé de nombreux Français. Toutefois, forts de leur victoire en 2020, les écologistes restent confiants pour 2022 et assurent déjà que contrairement au Parti socialiste ils ne sont pas près de s'effacer pour d'autres candidats, mais qu'ils comptent bien au contraire tenter leur chance à la prochaine présidentielle, au grand dam de ceux qui espéraient une candidature commune de l'ensemble de la gauche pour contrer Emmanuel Macron, Marine Le Pen et le candidat de la droite.

F. M.

Amérique du Nord

Les pompiers sous tension dans l'Ouest canadien et américain

Des milliers de pompiers tentaient samedi de contenir les incendies qui, dans un climat sec, chaud et électrique, consomment l'Ouest américain et canadien, où les moyens de lutte contre le feu pourraient vite être débordés.

Près de 18 000 pompiers étaient déployés aux États-Unis, où 70 gros brasiers ont déjà brûlé 4 000 km², soit à peu près 40 fois la superficie de Paris, selon les derniers bilans.

Le plus dévastateur, le Bootleg Fire, dans l'État de l'Oregon, représente à lui tout seul un quart des dégâts et reste largement hors de contrôle malgré les efforts de 2 100 soldats du feu.

«Comme dans toute la zone, il progresse vite à cause de la canicule, de la sécheresse et du vent, des conditions qui devraient se maintenir plusieurs jours», selon le site de suivi des sinistres InciWeb.

Des dizaines d'habitations ont été détruites par ce brasier et au moins 2 000 personnes éva-

cuées. «Il y avait de la fumée partout, on est passés de la lumière du jour à la nuit quasi totale», a raconté à l'AFP Debra Booth qui a juste eu le temps d'embarquer ses deux chiens avant de fuir son domicile en urgence.

Le feu progresse tellement vite que, dans certaines zones, les pompiers ont dû se retirer, a expliqué une responsable des opérations, Holly Krake, citée par le journal local «The Oregonian». «Jusqu'ici on a les ressources dont on a besoin, mais elles sont limitées», a expliqué M^{me} Krake. «Et on ne voit pas la fin des conditions climatiques extrêmes qui sont responsables des incendies et du Bootleg Fire», a-t-elle souligné.

La Californie, qui brûle aussi, mais dans des moindres proportions jusqu'ici, a promis d'envoyer des renforts pour aider l'Oregon.

La situation pourrait encore empirer, des orages secs étant annoncés pour cette semaine. Sans pluie, mais avec de la foudre, ils sont particulièrement

dangereux dans les zones où la sécheresse sévit.

Selon les experts, le réchauffement climatique accentue les phénomènes extrêmes, comme les températures folles et la sécheresse en cours dans l'Ouest des États-Unis, mais aussi au Canada.

Du côté nord de la frontière, plus de 300 feux de forêt restaient actifs samedi dans la seule province de Colombie-Britannique. Et, cette fois, c'est le Mexique qui a promis son aide, en l'occurrence l'envoi de 100 pompiers.

Plus de 50 alertes d'évacuation concernant 10 000 résidences ont été émises par les autorités canadiennes.

Aux États-Unis, le ministère de la Sécurité intérieure a tenu à rassurer les migrants sans-papiers qui pourraient avoir besoin d'aller dans des abris. La police de l'immigration ne procédera pas à des arrestations «dans des endroits où il y a des secours en place», selon un communiqué.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Aïd El-Adha

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'ancien président Zeroual

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, un appel téléphonique de l'ancien président Liamine Zeroual, lors duquel ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha, a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. «Le président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune a reçu un appel téléphonique de son vénérable frère, l'ancien président Liamine Zeroual lors duquel ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha. M. Zeroual a souhaité au Président et au peuple algérien la persistance de la quiétude et de la stabilité», précise la même source.

O.N.

El Tarf /EPH El-Hadi-Bendjedid

Incendie au bloc opératoire de chirurgie générale

Un incendie s'est déclaré, dans la nuit de samedi à dimanche, au niveau du service de chirurgie générale de l'Etablissement public hospitalier (EPH) El-Hadi-Bendjedid, sis au chef-lieu de wilaya d'El Tarf, où aucune victime n'est à déplorer, a indiqué le chargé de communication de la direction locale de la Protection civile. Les services de la Protection civile de la wilaya sont intervenus aux environs de 1h30 du matin, suite à une alerte faisant état d'un incendie au niveau dudit établissement sanitaire, a précisé le lieutenant Gasmî Layachi, ajoutant que l'unité principale de Ain El Assel, assistée des unités secondaires d'El Kala et de Boutheldjja, ont été mobilisées pour intervenir sur les lieux. Des dégâts matériels dont des équipements médicaux tels un autoclave, des équipements informatiques et une salle ont été endommagés dans cet incendie, a indiqué la même source qui a sou-

ligné qu'«aucune perte humaine n'est à déplorer». Selon Aïssa Bahri, directeur local de l'EPH El-Hadi-Bendjedid d'El Tarf, «une étincelle électrique qui s'est produite au niveau du bloc opératoire de chirurgie générale de cet hôpital qui en compte quatre, a provoqué une forte fumée en raison du plastique recouvrant le plafond». «Aussitôt alertés, les services de la Protection civile sont intervenus sur les lieux, où mis à part la panique et la peur, aucun dégât matériel important n'est à signaler», a ajouté la même source. Deux malades qui se trouvaient sur place ont été «immédiatement» évacués vers un autre service, a précisé la même source, signalant que «la mobilisation des différents intervenants (pompiers, directeur et employés de l'EPH) s'est poursuivie jusqu'à 7h du matin pour nettoyer et appliquer une couche de peinture afin d'effacer toute trace de fumée». D. O.

DGSN

Démantèlement d'un réseau international de trafic de voitures

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, secteur Est, a réussi à démanteler une bande criminelle composée de 12 individus, âgés de 30 à 45 ans, spécialisée dans le trafic de véhicules et dans le faux et usage de faux. Cette opération a permis la saisie de véhicules touristiques et utilitaires. Par ailleurs, deux personnes ont trouvé la mort et 8 autres ont été blessées dans 8 accidents de la circulation survenus dans le périmètre urbain de la capitale, entre le début et mi-juillet en cours, a indiqué, hier, la Sûreté de wilaya dans un communiqué. Les services de la Sûreté publique de la wilaya d'Alger ont enregistré, durant la période allant du 1^{er} au 15 juillet en cours, 8 accidents corporels de la route ayant fait deux décès et 8 blessés, 6 303 contraventions forfaitaires et 246 délits routiers. Par ailleurs, le bilan a fait état de 2 081 retraits de permis de conduire, 128 véhicules mis en fourrière du fait du stationnement anarchique et 2 380 sabots placés par les services compétents. Ce bilan reflète «les efforts déployés dans la lutte contre ces phénomènes routiers

du au non-respect des règles de la bonne conduite dans le périmètre urbain de la capitale, notamment à l'approche de la saison estivale où le trafic routier est plus dense». La Sûreté de la wilaya d'Alger appelle les citoyens à contribuer davantage à assurer «la sécurité», notamment sur les routes, et rappelle qu'elle met à leur disposition le numéro vert 1548, celui de secours 17, l'application Allo Chorta et sa page Facebook pour signaler toute atteinte à leur sécurité et à leurs biens. N. Y.

Genève

Une manifestation d'opposants camerounais tourne à l'émeute

Une manifestation organisée par des opposants camerounais a viré à l'affrontement avec la police, samedi à la Place des Nations unies à Genève, et a provoqué des débordements, ont rapporté hier des médias.

La manifestation a été initiée par la Brigade Anti-Sardinaris (Bas), un mouvement d'opposants camerounais de la diaspora. «Le rassemblement a tourné à l'émeute. Pendant une heure et



Aïd El Adha 2021

Opep+

Accord pour l'augmentation de la production de 400 000 b/j à partir d'août

■ Le quota de l'Algérie, au titre de l'augmentation décidée dès août prochain au profit de 23 pays, s'élève à 14 000 B/j.

Par Lyes N.

La 19^e Réunion ministérielle Opep-Non Opep (Opep+), tenue hier par visioconférence, a débouché sur la décision d'augmenter la production de 400 000 barils par jour, à partir d'août prochain, a fait savoir le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Dans une déclaration à la

presse au terme de la réunion, M. Arkab a affirmé que la décision d'augmentation de la production est intervenue «suite aux indices très positifs du marché, notamment la reprise de la demande et la généralisation des opérations de vaccination dans le monde».

Selon le ministre, le quota de l'Algérie, au titre de l'augmentation décidée dès août prochain au profit de 23 pays, s'élève à

14 000 B/j.

Par ailleurs, la réunion, poursuit le ministre, a débouché sur la prorogation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'accord de la Déclaration de coopération (DoC) convenue lors de la réunion ministérielle des pays Opep+ en avril 2020.

L'accord devait être initialement prolongé jusqu'au mois d'avril 2022.

L. N.

Sonatrach/Complexe gazier «Touat»

Objectif : atteindre une production de 12 millions de m³ en septembre

La capacité de production du complexe gazier «Touat», dans la wilaya d'Adrar, devra atteindre 12 millions de m³, en septembre prochain, ce qui représente sa capacité nominale de production et ce, grâce à une série de mesures prévues à cet effet, a indiqué, hier, un communiqué du Groupe Sonatrach.

M. Hakkar s'est d'abord rendu

Dans une publication sur sa page officielle Facebook, le Groupe a indiqué que le président-directeur général (P-dg), Toufik Hakkar, a effectué, hier, une visite d'inspection dans les unités de production au sud-ouest, en compagnie d'une délégation de cadres supérieurs de la compagnie.

M. Hakkar s'est d'abord rendu

au complexe gazier de «Touat», où il a écouté un exposé d'évaluation présenté par le directeur du complexe, Slimane Benmaazou, sur les activités de l'usine et les mesures prévues pour atteindre la capacité nominale de production estimée à 12 millions de m³ par jour, en septembre prochain, lit-on dans le communiqué. M. Hakkar s'est ensuite rendu au complexe gazier «Nord de Reggane» où il a écouté un exposé présenté par son directeur, Mohamed Mokhtari, sur l'activité et la production de ce complexe (8 millions de m³/jour) et du programme d'investissement futur pour la préservation de la capacité de production de l'usine.

Cette visite a été l'occasion de se rapprocher des travailleurs et des cadres dirigeants de ces unités de production, particulièrement les enfants de la région, et d'écouter leurs préoccupations socioprofessionnelles.

B. H.

Maya B.